



**Publication de la LIT-QI. Nouvelle époque. Num. 146**

**Décembre de 2008-Janvier 2009**

## **CONTRE LE CHOMAGE ! NON AUX LICENCIEMENTS ! IL Y A UNE ISSUE OUVRIÈRE ET POPULAIRE A LA CRISE**

La crise économique qui a explosé mène plusieurs pays à la faillite et à la récession qui, déjà, s'est installée dans les principales économies du monde. La crise, dont tous reconnaissent déjà qu'elle est la plus grande depuis celle de 1929, n'en est qu'à ses débuts, alors que la récession s'étendra à toute la planète en 2009. Les travailleurs du monde entier voient avec crainte la menace du chômage, qui mène à plus de misère et à la faim. Des millions de personnes ont déjà perdu leur emploi. Les entreprises, qui se sont rempli les poches avec des millions de dollars, ne sont pas prêtes à utiliser les bénéfices accumulés durant ces dernières années pour maintenir l'emploi. La bourgeoisie défend ses bénéfices et refuse de placer son capital accumulé dans des investissements qui ne leur garantissent pas des taux de profit élevés. Elle préfère les licenciements et les fermetures, dont l'effet est déjà dévastateur dans beaucoup d'endroits. Les premiers touchés sont les minorités opprimées, comme les travailleurs immigrants ou les noirs dans beaucoup de pays, et en général les jeunes et les femmes.

### **LICENCIEMENTS MASSIFS ET CHÔMAGE EN AUGMENTATION**

L'augmentation du nombre des chômeurs aux Etats-Unis a déjà dépassé les 1 900 000 travailleurs en 2008, et on y prévoit de passer de 6,7 % de chômage en novembre 2008 à 9 % à la fin de 2009. Au mois de novembre, 533 000 emplois ont été détruits aux Etats-Unis, du jamais vu depuis 34 ans. Les trois entreprises d'automobiles de Detroit ont entamé des chômages techniques dans leurs usines d'Amérique du Nord. La situation est la plus grave chez Chrysler, qui a débuté un arrêt majeur de 40 jours.

Les compagnies financières avec des réseaux internationaux ont annoncé des licenciements massifs, comme Citigroup qui déclare qu'il va se débarrasser de 53 000 travailleurs dans le monde. Les fabricants de voitures américains et japonais font aussi état de plans de réduction de personnel touchant des milliers de travailleurs.

Dans les pays de la zone euro, le chômage a augmenté dans son ensemble 0,4 points par rapport à l'année passée, et se situe au-dessus de celui des Etats-Unis

avec le 7,7 %. Des milliers de licenciements sont annoncés dans les usines automobiles, non seulement celles des filiales américaines et japonaises mais aussi celles du capital européen. Renault a annoncé 6 000 licenciements. Chaque jour, plus de 10 000 travailleurs perdent leur emploi dans l'Union Européenne en ce moment.

A l'intérieur de l'Europe, c'est en Espagne que la crise est arrivée avec plus de rapidité et d'intensité pour les travailleurs. Outre les licenciements dans les usines automobiles et les entreprises sous-traitantes, il y a la manifestation de la bulle immobilière (construction massive de logements pour spéculer à des prix fous). Le taux de chômage s'élève déjà à 12,8 % et on prévoit 4 million de chômeurs en 2009, dont 900 000 seulement dans le secteur du bâtiment. La croissance du chômage en Espagne est la plus haute des pays de l'OCDE.

Le Japon, la seconde économie mondiale, est entré en récession et les grandes entreprises comme Sony annoncent des milliers de licenciements et la fermeture de 10 % de leurs usines d'ici à 2010.

La Chine, considérée par certains comme le moteur de l'économie mondiale, est en décélération franche par la chute des exportations. Plus de 7 000 entreprises ont déjà fermé leurs portes dans la région de Guandong, la principale zone industrielle consacrée à l'exportation. Dans les prochains mois, 150 millions de travailleurs chinois qui ont émigré d'autres régions peuvent perdre leur emploi.

En Inde, on calcule que plus d'un demi million de travailleurs de l'industrie textile perdront leurs emplois d'ici à avril de 2009. Les entreprises de sous-traitance, très nombreuses en Inde, comme les centres d'appel (télé-marketing), commencent à licencier.

Lula, le président brésilien, a assuré que son pays, avec l'économie la plus importante d'Amérique latine, est préparée pour la crise (au point de dire que celle-ci n'allait pas affecter le Brésil). Toutefois, l'économie n'est pas régionale mais mondiale et la crise a déjà des effets directs au Brésil. Une attaque contre l'emploi a déjà commencé, attaque qui va être de grande envergure à court terme. Il y a une fuite de capitaux, calculée à 200 millions de dollars par jour, et une chute de la demande de véhicules, ce qui a amené à la fermeture d'entreprises qui fabriquent des pièces détachées, à des licenciements et à des vacances forcées dans les usines de montage. La multinationale minière *Vale do Rio Doce* a annoncé le licenciement de 1 300 travailleurs, et 7 000 sont en vacances forcées, à cause de l'effondrement des exportations de minerais.

En Amérique latine, la CEPAL (Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes), un organisme dépendant de l'ONU, considère que la création d'emploi va stagner et que le chômage va augmenter, en touchant surtout les secteurs les plus précaires et les plus pauvres. C'est pourquoi elle reconnaît que la crise économique va toucher spécialement les **femmes**, plus nombreuses dans des secteurs comme l'industrie manufacturière textile, les « maquiladoras »<sup>1</sup> de tout type, le commerce, la banque, le service domestique et l'hôtellerie.

## LES ATTAQUES PATRONALES

La bourgeoisie veut faire retomber la crise sur les travailleurs. Elle essaye donc d'imposer des licenciements et des réductions salariales. Les entreprises

---

<sup>1</sup> Les «maquiladoras» sont apparues en 1965 au Mexique, à la frontière des Etats-Unis. Ces usines sans droits de douane, sont le plus souvent des sous-traitantes de multinationales qui disposent ainsi d'une masse de main d'œuvre sous payée. NdT

utilisent en général les périodes de crise pour imposer des restrictions aux droits des travailleurs, restrictions qui deviennent alors permanentes. L'envergure de cette crise peut nous donner une idée des attaques qui se préparent. Les plans de viabilité signifient précisément ceci : la réduction de personnel pour éliminer des emplois qui jouissent de meilleurs salaires et acquis sociaux. Ainsi, quand ils auront besoin d'engager de nouveau des travailleurs, ceux-ci entreront dans des conditions moins favorables. La double échelle salariale (salaires inférieurs pour les nouveaux contrats pour le même travail), qui était déjà pratiquée dans beaucoup d'entreprises, va s'étendre avec la crise. Les patrons essayeront maintenant de faire en sorte que la plupart des salariés se retrouvent dans la seconde catégorie, et même l'ensemble des salariés si c'est possible. L'industrie automobile américaine se trouve maintenant dans les pires conditions pour concurrencer les usines de montage japonaises installées aux Etats-Unis. La modernisation qu'ils prétendent mettre en oeuvre avec l'argent public leur servira à avoir des usines qui ont besoin de moins de main d'œuvre et où l'exploitation augmente pour ceux qui continuent à y travailler. En outre, il y a l'exigence de l'ensemble de la bourgeoisie qui veut de nouvelles réformes du travail pour rendre les licenciements moins onéreux et obtenir une plus grande précarisation, la dénommée « flexibilité de l'emploi ».

### **Les mécanismes de suppression d'emplois**

Les entreprises éliminent des emplois de différentes façons. Outre les licenciements secs pour réduire le personnel, ou la fermeture d'entreprises, ils comptent, dans certains pays, avec la retraite anticipée avec une moindre pension, ou des vacances obligatoires avec des réductions d'acquis sociaux. C'est le cas, par exemple, dans la multinationale de l'industrie minière *Vale do Rio Doce*, au Brésil. Dans beaucoup de pays, ces mesures ont besoin de l'accord et l'appui économique des **gouvernements, ainsi que de la signature des syndicats.**

Souvent, la situation est bien pire. Les « maquiladoras », présentes partout en Amérique Centrale, au Mexique et en Haïti, licencient tout simplement en disant « ne revenez pas demain ». En Chine, les licenciements ont lieu, en général, sans indemnisation ni assurance chômage. Dans la ville de Canton, 130 000 travailleurs abandonnent la ville chaque jour pour retourner dans leurs régions d'origine. Ils s'en vont avec leur matelas sur le dos, car en perdant leur emploi, ils perdent aussi leur « chambre », qui jusqu'alors se trouvait dans l'usine elle-même.

### **LES PLANS DES GOUVERNEMENTS ET LES EXIGENCES PATRONALES**

Les grandes entreprises ont profité d'avantages économiques de la part des différents Etats pendant toutes ces années. Les gouvernements nationaux et régionaux leur ont concédé des réductions d'impôts, des subventions pour s'installer, des terrains pour leurs usines, etc.

Maintenant avec la crise, la solution que proposent les entreprises, et qu'elles négocient avec **les bureaucraties syndicales**, est de recevoir **davantage d'aide économique** de la part des gouvernements : ils veulent l'aval de l'Etat et l'argent public.

Ainsi, outre le chiffre incroyable de 13 000 milliards de dollars, que les gouvernements ont libéré pour sauver les organismes financiers, d'autres centaines de milliards sont réservés par ces gouvernements pour les entreprises en crise.

En France, le président Sarkozy annonce 100 milliards d'euros pour les entreprises stratégiques. Le gouvernement de Zapatero destine 28,9 milliards d'euros, en aide et moratoire de crédit, pour les petites et moyennes entreprises qui sont viables.

Partout dans le monde, on accompagne la crise dans le secteur automobile des Etats-Unis. Les trois usines de montage, Ford, Chrysler et GM, ont reçu 17 milliards de dollars de Bush. Les négociations entre les démocrates et les républicains pour l'octroi de l'argent étaient soumises à la condition que les compagnies présentent dans les prochains mois des plans de viabilité à long terme. Ces plans incluent la fermeture des usines moins compétitives, des réductions de personnel et de lourdes concessions de la part des travailleurs.

## **LES BENEFICES PATRONAUX DE CES ANNEES**

Alors que les gouvernements cautionnent les licenciements, les pertes de conquêtes et la faim pour les travailleurs, c'est aux plus riches que sont destinées les aides de l'Etat. C'est d'autant plus scandaleux, étant donné que les multinationales et les banques ont gagné des fortunes incroyables durant ces dernières années. Les chiffres des bénéfices se comptaient comme accroissement par rapport aux bénéfices de l'année précédente. Il ne leur suffisait pas de dire qu'ils avaient fait des bénéfices. Pour être considérés comme bénéfiques, ceux-ci devaient dépasser ceux de l'exercice précédent.

Voyons quelques exemples. La première compagnie pétrolière mondiale, l'étasunienne Exxon Mobil, a obtenu plus de 40 milliards de dollars de bénéfices en 2007, ce qui représente une augmentation de presque 10 % par rapport à l'année précédente et le record de profit pour une entreprise des Etats-Unis dans toute l'histoire. Signalons aussi qu'après la crise de 2001, les entreprises nord-américaines ont augmenté chaque année leurs bénéfices de 10 % jusqu'en 2005, et en 2006, les bénéfices ont encore dépassé de 8 % ceux de l'année précédente. C'est donc bel et bien une époque sans précédent de bénéfices patronaux aux Etats-Unis.

En cette même année 2006, les entreprises espagnoles ont obtenu une augmentation des bénéfices qui atteint 30,6 % de leur valeur ajoutée brute (VAB), un chiffre extraordinaire, jamais atteint depuis 1984, quand la Banque d'Espagne a commencé à enregistrer ce type de données. L'augmentation des bénéfices patronaux de cette période contraste avec celle des salaires, qui n'a été que de 3,4 %.

Il est intéressant de constater que les entreprises ont engrangé des bénéfices non seulement dans les pays impérialistes mais aussi dans les pays capitalistes arriérés, où les taux de profit étaient encore plus grands. C'est le cas du Chili où la moyenne d'augmentation des bénéfices de l'année 2006 a été de 43 % par rapport à 2005. Les 10 plus grandes compagnies ont obtenu 71 % de bénéfices. Les 8 plus grands consortiums étrangers au Chili (Santander, Endesa...), tous espagnols, ont quadruplé leur valeur boursière en 5 ans.

Du Brésil nous prenons seulement un cas très éloquent : la compagnie minière *Vale Do Rio Doce*. Elle a gagné 25 milliards de reales (plus de 6 milliards de dollars), uniquement l'année dernière, et elle a en caisse 15 milliards de dollars,

assez pour payer les salaires de tous les salariés pendant les dix prochaines années.

En Argentine les entreprises étrangères ont obtenu 1,5 dollars de bénéfice pour chaque dollar d'investissement. Plus scandaleux encore a été le bénéfice de la compagnie REPSOL en Bolivie, qui obtenait 10 dollars pour chaque dollar investi.

## **POURQUOI SOMMES-NOUS CONTRE LE REMISE D'ARGENT AUX BANQUES ET AUX ENTREPRISES, DE LA PART DES GOUVERNEMENTS ?**

Nous ne pouvons pas nous laisser tromper par les discours rebattus que la bourgeoisie et leurs gouvernements présentent face à la crise. Quand ils disent que nous devons tous nous serrer la ceinture, ils se réfèrent toujours à la ceinture des travailleurs et du peuple le plus pauvre. Quand les entreprises disent qu'elles ont besoin de l'argent de l'Etat pour éviter la fermeture ou davantage de licenciements, elles mentent sans état d'âme.

Le capitalisme a seulement deux façons de sortir d'une crise de cette envergure : en détruisant de manière massive du capital fixe - au moyen de fermetures massives d'usines ou par l'action des guerres (comme les guerres mondiales) - ou en augmentant de manière brutale la surexploitation des travailleurs pour restaurer le taux de profit. Ceci signifie : réduction de salaires et de conquêtes, augmentation du rythme de travail et du temps de travail, et donc une plus grande exploitation avec moins de travailleurs (licenciements).

L'argent que les gouvernements remettent aux banques et aux entreprises en crise **ne va pas servir à éviter les licenciements**. L'argent qui leur arrive leur sert d'abord à assurer leurs bénéfices, et il est utilisé en deuxième instance, comme dans le plan des entreprises d'automobiles nord-américaines, pour « moderniser » les usines et réduire le nombre de salariés. Après l'arrivée des aides multimillionnaires aux entreprises financières, des licenciements de centaines de milliers de travailleurs ont été annoncés partout dans le monde dans ces organismes.

Cette « aide » aux entreprises est de l'argent qui est sorti et devra sortir des poches des travailleurs. C'est le nôtre, c'est de l'argent public qui a comme origine la réduction des budgets sociaux. Même dans les pays européens, on voit déjà comment se détériorent la santé et l'éducation publiques et comment continuent à un rythme soutenu les privatisations de ces secteurs. Un autre exemple est la politique d'augmentation de l'âge de la retraite. Soulignons que les budgets militaires ne sont pas logés à la même enseigne. Ils continuent à monter partout dans le monde. Celui des Etats-Unis est le plus grand des 20 dernières années et le Maroc a annoncé qu'il va doubler le sien en 2009.

Nous voyons aussi que, comme ils vont avoir besoin de davantage d'argent pour les entreprises, ils vont augmenter les impôts pour la majorité de la population.

## **LES BUREAUCRATIES SYNDICALES**

Le rôle traître des bureaucraties syndicales devient plus aigu dans des moments de crise. Elles s'occupent à négocier les licenciements et les plans des entreprises. Bien qu'elles doivent assumer la direction des luttes contre les licenciements à mainte occasion, elles ne mènent finalement pas ces luttes jusqu'au bout et finissent par négocier avec les patrons.

Les arguments qu'elles utilisent sont les mêmes que ceux de la bourgeoisie, du genre : si nous n'acceptons pas ce nombre de licenciements, l'entreprise devra fermer et nous perdrons tous les emplois. Quand il s'agit de la fermeture, c'est : ayons un licenciement digne, négocions les indemnités.

Un aspect assez nouveau est celui de voir les bureaucraties syndicales accompagner les chefs d'entreprise pour demander de l'argent aux gouvernements. C'est le cas pour la General Motors aux Etats-Unis. Nous savons que c'est de l'argent que les entreprises investiront pour supprimer des emplois. Le rôle de la bureaucratie syndicale des trois usines de montage nord-américaines est sinistre. Elle a accepté que les travailleurs perdent leurs assurances santé et chômage, pour que le congrès remette l'argent aux entreprises.

Les grandes centrales syndicales et leurs organismes internationaux comme l'AFL-CIO (aux Etats-Unis), la CES (Confédération Européenne de Syndicats) ou la CSI (Confédération Syndicale Internationale), dirigés par ces bureaucraties au service du maintien du système capitaliste, ont refusé jusqu'à présent de convoquer des mobilisations à une grande échelle contre les licenciements et les plans des gouvernements. La réponse de la bureaucratie syndicale est minimale par rapport aux nécessités des travailleurs, étant donné la brutalité des attaques que les gouvernements et les entreprises mettent en oeuvre.

Les appels aux rassemblements essaient d'affaiblir les mobilisations et non de les unifier. C'est ce qui s'est passé en Grèce, où les centrales syndicales ont annulé la manifestation prévue pour le jour de la Grève Générale du 10 décembre, afin d'éviter des troubles. De cette façon ils faisaient échouer la possibilité d'une mobilisation unifiée des travailleurs et des étudiants, qui aurait pu faire tomber le gouvernement du conservateur Karamanlis. Dans d'autres cas, la bureaucratie appelle à manifester le même jour à des endroits différents, afin de ne pas réunir les travailleurs dans une grande mobilisation. Un autre exemple est celui des entreprises automobiles en Espagne. Nous avons vu comment, lors des premières mobilisations de la Nissan à Barcelone, les travailleurs concernés des entreprises qui fabriquent des pièces détachées pour cette usine de montage n'ont pas été appelés à participer à ces mobilisations.

Quand existe la possibilité d'unir tous les secteurs, comme cela aurait pu être la réponse à la directive européenne des 65 heures de travail hebdomadaire, la mobilisation de la CES s'est limitée à une grève de 5 à 15 minutes. En outre, aucune publicité, aucune préparation n'a été faite pour cette mobilisation, qui, dans ces conditions, restera anecdotique. L'indignation que la présentation de cette directive a suscitée, indignation qui a finalement imposé son rejet au Parlement européen, n'a pas eu, de la part de la bureaucratie syndicale, la réponse organisée dont les travailleurs avaient besoin.

## **LA REPONSE DES TRAVAILLEURS**

Les travailleurs commencent à répondre à la crise avec d'importantes mobilisations. Plusieurs pays européens montent au créneau, avec la Grèce à l'avant-garde, tant contre les licenciements que face aux plans de privatisation de l'éducation et de la santé, ou encore en défense des retraites. En Chine nous avons connu les protestations violentes des travailleurs de plusieurs usines qui menacent de fermer.

Les étudiants et la jeunesse répondent avec des occupations de facultés et d'écoles, et avec des affrontement intenses avec la police et contre les politiques de privatisation de l'enseignement.

Beaucoup de ces grèves et mobilisations ont été organisées grâce à l'impulsion par les organisations de base. Dans d'autres cas, les travailleurs prennent l'initiative et commencent leur auto-organisation, comme les professeurs au Portugal qui, pour la première fois, ont organisé une mobilisation de plus de 15 000 personnes en marge de l'appareil syndical officiel. C'est aussi le cas des travailleurs de la santé à Madrid, qui se sont organisés dans une Coordination de Travailleurs et ont convoqué des dizaines de milliers de personnes, en dépit de l'opposition de la bureaucratie syndicale ; ou les syndicats alternatifs en Italie, qui ont été capables d'organiser conjointement une journée de grève et de mobilisation le 17 octobre. Le 12 octobre, le syndicat italien le plus important, la CGIL, a appelé à une grève de 4 heures, et beaucoup de catégories, y compris celle des fonctionnaires publics et des métallos, ont décidé d'étendre la protestation à toute la journée. Les syndicats alternatifs ont aussi rejoint cette convocation, avec une plate-forme propre de revendications, en donnant lieu à des mobilisations qui ont été de dizaines de milliers de personnes dans les principales villes italiennes.

## **PLAN OUVRIER DE LUTTE ET CONTRE LA CRISE**

Il y a une issue à la crise économique capitaliste sans que le sacrifice de centaines de millions de travailleurs soit nécessaire. Mais cette issue n'est pas celle des capitalistes.

L'argent pour mettre un terme la crise doit sortir des bénéfices multimillionnaires que les entreprises ont obtenus durant ces années. Au lieu de réduire les impôts des riches, les gouvernements devraient prendre le contrôle de ces capitaux, **en nationalisant les banques**. Comme nous disions : **que la crise soit payée par les capitalistes**.

Nous, les travailleurs, devons lancer un ensemble de mesures et un plan de lutte contre la crise, qui doit partir de la défense des emplois : **contre le chômage, non aux licenciements**. Ce mot d'ordre, qui est la meilleure mesure contre la crise, n'est adopté ni par les gouvernements ni par la bureaucratie syndicale. Il faut exiger des gouvernements l'interdiction des licenciements.

La **nationalisation sans indemnisation** des entreprises qui licencient des travailleurs sera la façon de garantir l'interdiction des licenciements, et leur fonctionnement sera garanti en les mettant sous contrôle ouvrier. Cette mesure est en outre bien meilleur marché que celle qui consiste à remettre des millions aux entreprises. Un exemple est celui des entreprises automobiles de Detroit : même en payant le prix de ce qu'elles valent maintenant, qui est inférieur à leur valeur dans les années 40, cela coûterait moins d'argent que ce qu'elles ont demandé pour continuer à fonctionner.

Face à l'actuelle baisse de la production, (qui était jusque là assurée dans des conditions de surexploitation, avec des heures supplémentaires, avec des rythmes de production stressants), nous devons proposer **l'échelle mobile d'heures de travail**, c'est-à-dire la réduction de la journée de travail afin que tous puissent travailler, sans réduction de salaire. C'est une mesure que la Quatrième Internationale a commencée à proposer dans les années 30 contre le chômage de la Grande Dépression. Nous pouvons maintenant la concrétiser avec l'exigence de réduction de la journées à 36 ou à 35 heures hebdomadaires,

au lieu de l'augmenter, comme le prétendait la Directive Européenne des 65 heures, ce qui créeraient davantage de chômage. Et nous exigeons entre-temps **l'indemnisation du chômage** jusqu'à ce que l'Etat garantisse un emploi digne.

Il faut exiger des gouvernements qu'ils entament immédiatement **des programmes de travaux publics** qui donnent du travail et qui améliorent les infrastructures populaires. Nous avons besoin d'hôpitaux publics de qualité, d'écoles, d'universités, de logements...

**Baisse de l'âge de la retraite** et que chaque retraité soit **remplacé** par un travailleur avec les mêmes droits garantis par loi.

Face aux propositions patronales de « réformes du travail » et de moratoires dans les accords contractuels ou les conventions collectives, il est nécessaire d'exiger **la défense inconditionnelle des droits du travail et des acquis sociaux**. Tout recul qu'ils parviennent à nous imposer maintenant va coûter du sang pour le récupérer dans le futur et la seule chose que garantissent ce recul est le bénéfice patronal.

En outre, contre la crise qui donne lieu à une augmentation de la pauvreté sur toute la planète, nous devons avancer des mesures comme : **l'augmentation générale des salaires et la garantie de pensions dignes** pour tous ; le contrôle des prix des aliments et la garantie de leur production en mettant un terme la spéculation des entreprises agraires. Réforme agraire en donnant la terre à ceux qui la travaillent !

Ces mesures doivent s'ajouter à d'autres qui sont indispensables dans les pays semi-coloniaux, comme par exemple : **Non paiement de la dette externe et interne** et interdiction d'évacuer à l'étranger les bénéfices des multinationales.

Pour combattre pour ces mesures et faire face aux manœuvres de la bureaucratie syndicale et aux gouvernements, il sera fondamental de proposer **des plans de lutte unitaires de tous les syndicats et des organismes de base**, en exigeant des bureaucraties syndicales qu'elles rompent leurs accords avec les gouvernements et les entreprises et qu'elles défendent des plans de lutte ouvriers contre la crise, avec ces mesures et d'autres que nous rassemblons ici.

En 2009, l'enjeu est important pour les travailleurs. Nous pouvons éviter le futur de misère et de faim que nous promettent les capitalistes, mais pour cela, une lutte très dure et intransigeante sera nécessaire. Nous devons promouvoir **des assemblées pour la prise de décisions** et soutenir les organismes nouveaux qui apparaissent dans les mobilisations. L'occupation des entreprises par les travailleurs et l'organisation de la défense, face à la répression de l'Etat et les tueurs à gage, vont être à l'ordre du jour. Dans cette lutte, les travailleurs doivent restaurer **l'indépendance de classe** pour pouvoir faire face aux gouvernements du moment et mettre en échec les plans patronaux.

Nous voulons souligner quelques exemples d'expériences, de coordination d'organisations ouvrières pour combattre et de réalisation de campagnes.

Au Brésil, CONLUTAS a lancé une campagne contre les licenciements et la récession, en proposant un plan ouvrier. Ce plan devient concret dans les propositions des travailleurs de la compagnie minière de *Vale do Rio Doce*, qui exigent l'étatisation, si les licenciements en masse annoncés ont lieu. La proposition du syndicat de la General Motors à São José dos Campos (membre de Conlutas) est de combattre contre les licenciements en invitant le reste des usines de l'entreprise à se coordonner, tant au Brésil qu'en Amérique latine. Comme résultat, il y a les contacts avec les travailleurs de cette entreprise en Argentine.

En Bolivie les travailleurs de la Fédération Syndicale de Travailleurs Miniers de Bolivie, de la mine de Huanuni, qui font partie de la COB, ont organisé un Séminaire International Minier, avec la participation de syndicalistes du Brésil et du Pérou. On y est arrivé à la conclusion que ce n'est qu'avec la lutte que l'on peut défendre les emplois, qu'il faut exiger des gouvernements la re-étatisation des ressources naturelles. Les participants ont posé la nécessité d'organiser une lutte unitaire et continentale en marquant des propositions de manifeste et de calendrier de mobilisations.

La constitution en juillet 2008 de l'ELACT (Rencontre latino-américaine et caraïbe de travailleurs), dont font partie les syndicats susmentionnés, montre les possibilités de coordination des organisations ouvrières qui maintiennent leur indépendance envers les gouvernements et les organisations bourgeoises. Participent à l'ELACT : des organisations syndicales de Haïti, Brésil, Venezuela, Bolivie, Argentine, Paraguay, Uruguay, Pérou...